

**28\*. Accord européen pour la répression des émissions de radiodiffusion effectuées par des stations hors des territoires nationaux Strasbourg, le 22 janvier 1965 [=Accordo europeo per la repressione delle emissioni di radiodiffusione effettuate da stazioni fuori dai territori nazionali, firmato a Strasburgo il 22 gennaio 1965].**

*Storia:* questo accordo (STE n. 53) è stato firmato a Strasburgo il 22 gennaio 1965, è stato ratificato dall'Italia in base alla legge 4 giugno 1982 n. 375, è entrato in vigore in Italia il 19 marzo 1983 (comunicato 14 aprile 1984), e vi è ancora in vigore.

*Paesi aderenti: paesi che hanno ratificato la convenzione:* Belgio, Cipro, Danimarca, Francia, Germania, Gran Bretagna, Grecia, Irlanda, Italia, Norvegia, Paesi Bassi, Polonia, Spagna, Svezia, Svizzera, Turchia. *Adesioni con ratifica:* Liechtenstein, Portogallo. *Paesi firmatari senza ratifica:* Lussemburgo.

*Riserve, dichiarazioni, comunicazioni, obiezioni:* nessuna.

*Altre notizie:* le lingue ufficiali sono il francese e l'inglese; i testi qui pubblicati sono ripresi dal sito del Consiglio d'Europa [conventions.coe.int/treaty/EN/cadreprincipal.htm](http://conventions.coe.int/treaty/EN/cadreprincipal.htm); da questo sito sono tratte anche le notizie qui fornite.

a) Testo francese.

**Accord européen pour la répression des émissions de radiodiffusion effectuées par des stations hors des territoires nationaux. Signée à Strasbourg le 22 janvier 1965.**

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires du présent Accord,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres;

Considérant que le règlement des radiocommunications annexé à la Convention internationale des télécommunications interdit d'établir et d'utiliser des stations de radiodiffusion à bord de navires, d'aéronefs ou de tout objet flottant ou aéroporté hors des territoires nationaux;

Considérant également l'utilité de prévoir la faculté d'interdire l'installation et l'utilisation de stations de radiodiffusion sur des objets fixés ou prenant appui sur le fond de la mer hors des territoires nationaux;

Considérant l'intérêt d'une collaboration européenne dans cette matière,

Sont convenus de ce qui suit:

**1er.** Le présent Accord vise les stations de radiodiffusion installées ou en service à bord d'un navire, d'un aéronef ou de tout autre objet flottant ou aéroporté, et qui, hors des territoires nationaux, transmettent des émissions destinées à être reçues, ou susceptibles d'être reçues en tout ou en partie, sur le territoire d'une des Parties contractantes, ou qui causent un brouillage nuisible à un service de radiocommunication exploité avec l'autorisation d'une des Parties contractantes, conformément au règlement des radiocommunications.

**2. 1.** Chacune des Parties contractantes s'engage à prendre, conformément à son ordre juridique interne, les mesures nécessaires en vue de réprimer comme infraction l'établissement de stations visées à l'article 1er, leur exploitation ainsi que les actes de collaboration accomplis sciemment à cet effet.

**2.** Seront considérés comme actes de collaboration, au regard des stations visées à l'article 1er, les actes suivants:

a) la fourniture, l'entretien ou la réparation de matériel;

b) la fourniture d'approvisionnement;

c) la fourniture de moyens de transport ou le transport de personnes, de matériel ou d'approvisionnement;

d) la commande ou la réalisation des productions de toute nature, y compris la publicité, destinées à être radiodiffusées;

e) la fourniture de services concernant la publicité en faveur des stations intéressées.

**3.** Chacune des Parties contractantes s'engage à mettre en application, en conformité avec sa législation nationale, les règles prévues par le présent Accord à l'égard:

a) de ses ressortissants qui ont commis l'un des actes visés à l'article 2, soit sur son territoire ou à bord de ses navires ou aéronefs, soit, hors des territoires nationaux, à bord de navires, d'aéronefs ou de tout autre objet flottant ou aéroporté;

b) des étrangers qui ont commis l'un de ces actes sur son territoire ou à bord de navires ou d'aéronefs ayant sa nationalité, ou à bord de tout autre objet flottant ou aéroporté relevant de sa juridiction.

**4.** Aucune des dispositions du présent Accord ne sera considérée comme empêchant les Parties contractantes:

a) de réprimer comme infraction des actes autres que ceux prévus à l'article 2 ou que ceux commis par des personnes autres que celles visées à l'article 3;

b) d'appliquer les dispositions du présent Accord aux stations de radiodiffusion installées ou en service sur des objets fixés ou prenant appui sur le fond de la mer.

**5.** Il est loisible aux Parties contractantes de ne pas appliquer le présent Accord aux prestations des artistes interprètes ou exécutants qui ont été fournies hors des stations visées à l'article 1er.

**6.** Les dispositions de l'article 2 ne visent pas les actes accomplis en vue de secourir un navire, un aéronef ou un objet flottant ou aéroporté en détresse ou de sauvegarder la vie humaine.

**7.** Aucune réserve n'est admise aux dispositions du présent Accord.

**8. 1.** Le présent Accord est ouvert à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe qui peuvent y devenir Parties par:

a) la signature sans réserve de ratification ou d'acceptation, ou

b) la signature sous réserve de ratification ou d'acceptation suivie de ratification ou d'acceptation.

**2.** Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

**9. 1.** Le présent Accord entrera en vigueur un mois après la date à laquelle trois Etats membres du Conseil, conformément aux dispositions de l'article 8, auront signé l'Accord sans réserve de ratification ou d'acceptation, ou auront déposé leur instrument de ratification ou d'acceptation.

**2.** Pour tout Etat membre qui le signera ultérieurement sans réserve de ratification ou d'acceptation ou le ratifiera ou l'acceptera, l'Accord entrera en vigueur un mois après la date de la signature ou du dépôt de l'instrument de ratification ou d'acceptation.

**10. 1.** Après l'entrée en vigueur du présent Accord, tout membre ou membre associé de l'Union internationale des télécommunications qui n'est pas membre du Conseil de l'Europe pourra, avec l'accord préalable du Comité des Ministres, adhérer à cet Accord.

**2.** L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet un mois après la date de son dépôt.

**11. 1.** Toute Partie contractante peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera le présent Accord.

**2.** Toute Partie contractante peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, ou à tout autre moment par la suite, étendre l'application du présent Accord, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont elle assure les relations internationales ou pour lequel elle est habilitée à stipuler.

**3.** Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, aux conditions prévues par l'article 12 du présent Accord.

**12. 1.** Le présent Accord demeurera en vigueur sans limitation de durée.

**2.** Toute Partie contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer le présent Accord en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

**3.** La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de la notification par le Secrétaire Général.

**13.** Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et au gouvernement de tout Etat ayant adhéré au présent Accord:

a) toute signature sans réserve de ratification ou d'acceptation;

b) toute signature sous réserve de ratification ou d'acceptation;

c) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion;

- d) toute date d'entrée en vigueur du présent Accord conformément à ses articles 9 et 10;
- e) toute déclaration reçue en application des dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 11;
- f) toute notification reçue en application des dispositions de l'article 12 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

b) Testo inglese.

**European agreement for the prevention of broadcasts transmitted from stations outside national territories. Done at Strasbourg on 22<sup>nd</sup> January 1965.**

The member States of the Council of Europe signatory hereto,

Considering that the aim of the Council of Europe is to achieve a greater unity between its members;

Considering that the Radio Regulations annexed to the International Telecommunication Convention prohibit the establishment and use of broadcasting stations on board ships, aircraft or any other floating or airborne objects outside national territories;

Considering also the desirability of providing for the possibility of preventing the establishment and use of broadcasting stations on objects affixed to or supported by the bed of the sea outside national territories;

Considering the desirability of European collaboration in this matter,

Have agreed as follows:

**1.** This Agreement is concerned with broadcasting stations which are installed or maintained on board ships, aircraft, or any other floating or airborne objects and which, outside national territories, transmit broadcasts intended for reception or capable of being received, wholly or in part, within the territory of any Contracting Party, or which cause harmful interference to any radio-communication service operating under the authority of a Contracting Party in accordance with the Radio Regulations.

**2.** Each Contracting Party undertakes to take appropriate steps to make punishable as offences, in accordance with its domestic law, the establishment or operation of broadcasting stations referred to in Article 1, as well as acts of collaboration knowingly performed.

The following shall, in relation to broadcasting stations referred to in Article 1, be acts of collaboration:

- a) the provision, maintenance or repairing of equipment;
- b) the provision of supplies;
- c) the provision of transport for, or the transporting of, persons, equipment or supplies;
- d) the ordering or production of material of any kind, including advertisements, to be broadcast;
- e) the provision of services concerning advertising for the benefit of the stations.

**3.** Each Contracting Party shall, in accordance with its domestic law, apply the provisions of this Agreement in regard to:

- a) its nationals who have committed any act referred to in Article 2 on its territory, ships, or aircraft, or outside national territories on any ships, aircraft or any other floating or airborne object;
- b) non-nationals who, on its territory, ships or aircraft, or on board any floating or airborne object under its jurisdiction have committed any act referred to in Article 2.

**4.** Nothing in this Agreement shall be deemed to prevent a Contracting Party:

- a) from also treating as punishable offences acts other than those referred to in Article 2 and also applying the provisions concerned to persons other than those referred to in Article 3;
- b) from also applying the provisions of this Agreement to broadcasting stations installed or maintained on objects affixed to or supported by the bed of the sea.

**5.** The Contracting Parties may elect not to apply the provisions of this Agreement in respect of the services of performers which have been provided elsewhere than on the stations referred to in Article 1.

**6.** The provisions of Article 2 shall not apply to any acts performed for the purpose of giving assistance to a ship or aircraft or any other floating or airborne object in distress or of protecting human life.

**7.** No reservation may be made to the provisions of this Agreement.

**8. 1.** This Agreement shall be open to signature by the member States of the Council of Europe, which may become Parties to it either by:

- a) signature without reservation in respect of ratification or acceptance, or
- b) signature with reservation in respect of ratification or acceptance followed by ratification or acceptance.

**2.** Instruments of ratification or acceptance shall be deposited with the Secretary General of the Council of Europe.

**9.** This Agreement shall enter into force one month after the date on which three member States of the Council shall, in accordance with the provisions of Article 8, have signed the Agreement without reservation in respect of ratification or acceptance, or shall have deposited their instrument of ratification or acceptance.

As regards any member State which shall subsequently sign the Agreement without reservation in respect of ratification or acceptance or which shall ratify or accept it, the Agreement shall enter into force one month after the date of such signature or the date of deposit of the instrument of ratification or acceptance.

**10.** 1. After this Agreement has entered into force, any member or Associate member of the International<sup>2</sup>Telecommunication Union which is not a member of the Council of Europe may accede to it subject to the prior agreement of the Committee of Ministers.

2. Such accession shall be effected by depositing with the Secretary General of the Council of Europe an instrument of accession which shall take effect one month after the date of its deposit.

**11.** 1. Any Contracting Party may, at the time of signature or when depositing its instrument of ratification, acceptance or accession, specify the territory or territories to which this Agreement shall apply.

2. Any Contracting Party may, when depositing its instrument of ratification, acceptance or accession or at any later date, by declaration addressed to the Secretary General of the Council of Europe, extend this Agreement to any other territory or territories specified in the declaration and for whose international relations it is responsible or on whose behalf it is authorised to give undertakings.

3. Any declaration made in pursuance of the preceding paragraph may, in respect of any territory mentioned in such declaration, be withdrawn according to the procedure laid down in Article 12 of this Agreement.

**12.** 1. This Agreement shall remain in force indefinitely.

2. Any Contracting Party may, in so far as it is concerned, denounce this Agreement by means of a notification addressed to the Secretary General of the Council of Europe.

3. Such denunciation shall take effect six months after the date of receipt by the Secretary General of such notification.

**13.** The Secretary General of the Council of Europe shall notify the member States of the Council and the government of any State which has acceded to this Agreement, of:

- a) any signature without reservation in respect of ratification or acceptance;
- b) any signature with reservation in respect of ratification or acceptance;
- c) any deposit of an instrument of ratification, acceptance or accession;
- d) any date of entry into force of this Agreement in accordance with Articles 9 and 10 thereof;
- e) any declaration received in pursuance of paragraphs 2 and 3 of Article 11;
- f) any notification received in pursuance of the provisions of Article 12 and the date on which denunciation takes effect.